

Strasbourg, le 19 octobre 2022

Fermeture des lycées : ne réduisons pas l'horizon de nos jeunes!

Evoquer des fermetures de lignes de TER à cause de la hausse des prix de l'énergie, constater de nombreux dysfonctionnements des transports scolaires à la rentrée de septembre, faire descendre les professionnels de la culture dans la rue à cause d'un coup de rabot dans le budget qui leur est dévolu, et maintenant annoncer la fermeture de plusieurs lycées... Quel service public la région Grand Est est-elle en train de nous proposer ? Moins de proximité, moins d'efficacité ?

Les rumeurs de fermeture du lycée Charles-de-Gaulle de Pulversheim en 2025 « pour des raisons de performances énergétiques et d'économies » ont été confirmées par le président de la Région Grand Est Jean Rottner dans un article des DNA paru ce mercredi 19 octobre. Une dizaine d'autres lycées du Grand Est sont concernés.

Sur un territoire dont la démographie est en hausse, il est inconcevable de fermer des lycées ou lycées professionnels, véritables creusets pour la main d'œuvre qualifiée des entreprises locales et filières d'excellence qui permettent à nos jeunes de trouver facilement un emploi. D'autant plus que les trois filières métiers de l'électricité, de la sécurité et de la chaudronnerie proposées dans cet établissement font le plein, avec un bac pro ABIBAC franco-allemand. N'oublions pas qu'il s'agit d'un lycée historique, témoin du passé minier en Alsace : les mineurs y étaient formés.

Répondre aux besoins de l'économie alsacienne

A l'heure où nous connaissons une véritable pénurie de main-d'œuvre, ce serait un véritable frein au développement de l'économie locale de ne plus avoir recours aux formations dispensées dans les lycées professionnels. La démarche devrait être inverse, avec la diversification et l'adaptation des filières métiers aux besoins du marché et des entreprises, pour répondre aux besoins de l'économie alsacienne. Ce n'est pas en fermant des lycées que nous parviendrons au plein emploi

et à renforcer notre souveraineté industrielle. Nous sommes aujourd’hui en déficit de compétence, de formation et de main d’œuvre. C’est un non-sens de fermer des lycées dans le contexte actuel.

Nous ne pouvons pas accepter de perdre ainsi des places de formation précieuses. Cette fermeture fait-elle les frais d’une mesure appliquée à l’ensemble des départements du Grand Est, à savoir une fermeture de lycée par département ? Sur quelles bases est-elle fondée ? J’interpelle les élus régionaux alsaciens qui doivent se sentir concernés et en responsabilité.

En charge des collèges, la Collectivité européenne d’Alsace s’interroge sur l’orientation des élèves du secteur, sans compter les tensions créées dans les établissements de repli. Concrètement, de nombreux élèves de 3ème verront leur temps de trajet augmenter à leur entrée au lycée, et les entreprises alsaciennes auront encore plus de mal à recruter localement.

Le fait de fermer un établissement parce qu’il serait énergivore au lieu d’investir dans sa réhabilitation est un argument peu recevable par nos concitoyens, et interroge nombre de mes collègues conseillers d’Alsace.

Frédéric Bierry, président de la Collectivité européenne d’Alsace.

Contact presse

Sylvie Mertz
Collectivité européenne d’Alsace
Tél : 06 87 20 94 11
sylvie.mertz@alsace.eu